



## 2<sup>ème</sup> Contrat de Rivière Eyrieux - Embroye - Turzon 2014-2019

### Bilan, évaluation et prospective

#### Synthèse du bilan technique et financier et de l'état des milieux



**La Région**  
Auvergne-Rhône-Alpes

**ardèche**  
LE DEPARTEMENT

**Date** : Janvier 2021

**Réf** : FL34 101 591 / PBE





## Table des matières

I.	Préambule.....	1
II.	Le Contrat de Rivière.....	2
II.1.	Répartition des actions et montants par volet (prévisionnel) .....	2
II.2.	Avancement technique et financier.....	3
II.3.	Les participations financières.....	4
III.	Volet A : Qualité de la ressource en eau .....	4
III.1.	Bilan technique et financier .....	4
III.2.	Etat actuel et évolution des pressions de pollution et de la qualité des eaux.....	6
III.2.1.1.	Les sources de pollution .....	6
III.2.1.2.	La qualité des eaux .....	9
IV.	Volet B1 : Restauration de la continuité écologique et des milieux aquatiques .....	10
IV.1.	Bilan technique et financier .....	10
IV.2.	Etat actuel et évolution des milieux aquatiques.....	11
V.	Volet B2 : Gestion quantitative et économies d’eau .....	16
V.1.	Bilan technique et financier .....	16
V.2.	Etat actuel et évolution – Ressource en eau.....	17
VI.	Volet B3 : Prévention des risques naturels .....	20
VI.1.	Bilan technique et financier .....	20
VI.2.	Etat actuel et évolution de la gestion et de la prévention des risques naturels liés aux cours d’eau	20
VII.	Volet C : Coordination, animation, suivi et valorisation des milieux .....	21
VIII.	Le contrat de rivière et le SDAGE.....	22

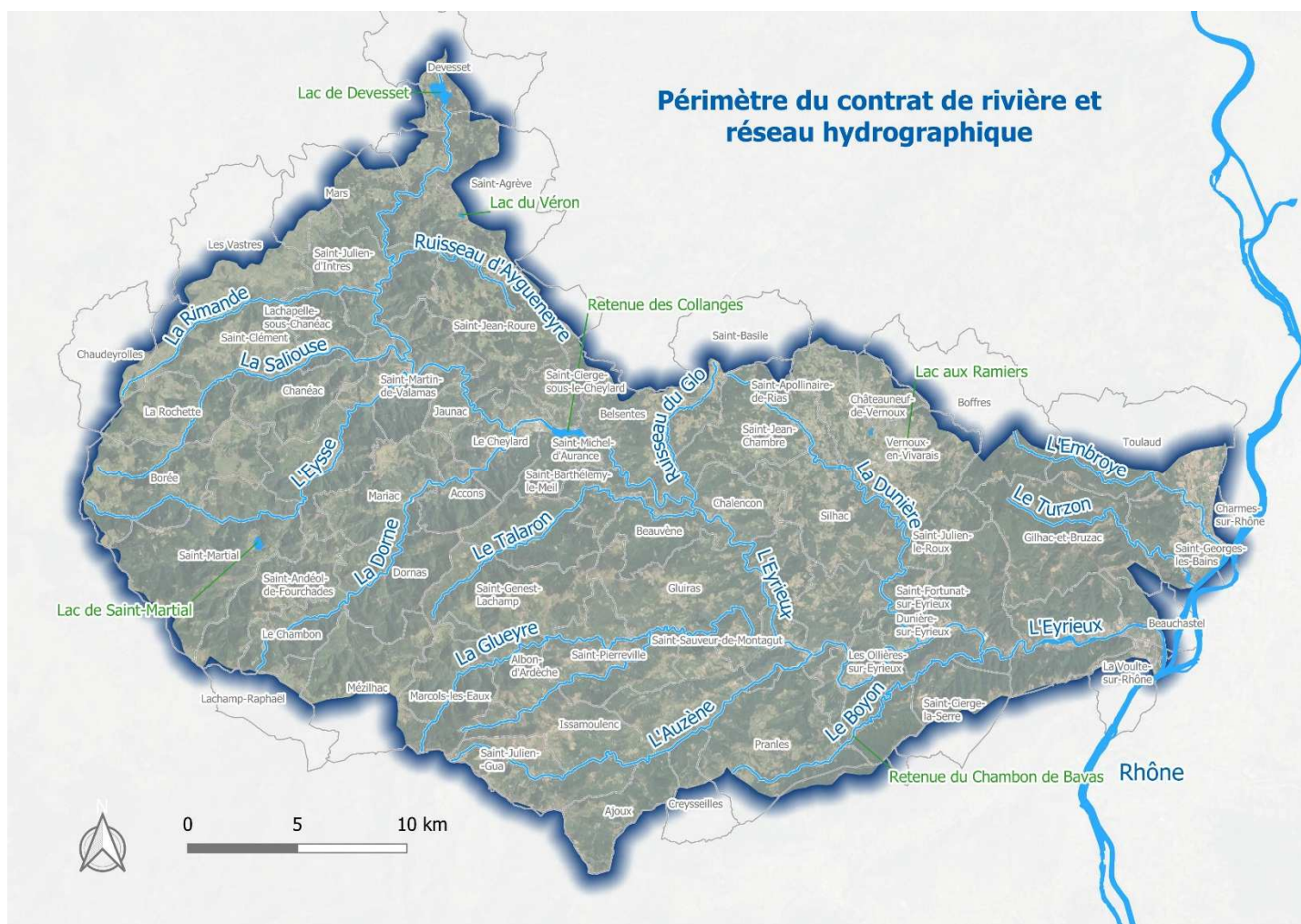


## I. Préambule

La présente note accompagne le rapport complet des modules 1 et 2 de l'étude « Bilan – Evaluation – Prospective du Contrat de Rivière Eyrieux – Embroye – Turzon 2014-2019 » : Module 1 : Bilan de l'état des milieux ; Module 2 : Bilan technique et financier.

Elle reprend les éléments de synthèse présentés dans ce rapport (encadrés bleus), auquel il convient de se reporter pour bénéficier d'informations plus complètes et précises (notamment pour les illustrations et graphiques de chaque volet). Le détail des actions (avancement, montants) est présenté en annexe.

*Nota : Les informations relatives à l'avancement des actions, aux montants engagés, à ceux des demandes de subventions et des participations financières prises en compte dans l'analyse sont celles connues à la date de réalisation du bilan (mi-2020).*



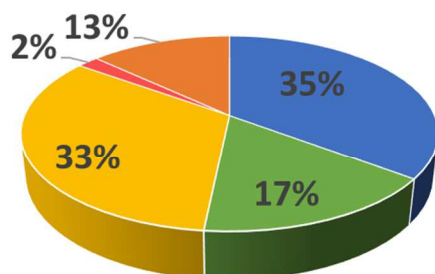
## II. Le Contrat de Rivière

### II.1. Répartition des actions et montants par volet (prévisionnel)

Pour l'ensemble du contrat de rivière, le **nombre global d'actions s'élevait à 31 actions, décomposés en 153 opérations, représentant un montant prévisionnel d'environ 30 millions d'euros** et réparties de la manière suivante par volet :

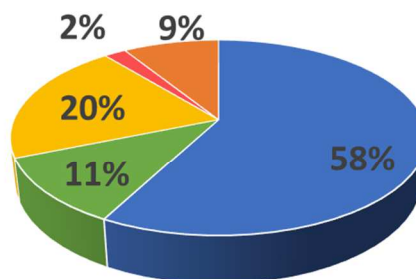
Volet		Nombre d'opérations	Montant prévisionnel des opérations (en millions d'euros)
A	Qualité de la ressource en eau	54	17,40
B1	Restauration de la continuité écologique et des milieux aquatiques	25	3,33
B2	Gestion quantitative et économies d'eau	51	6,13
B3	Prévention des risques naturels	3	0,61
C	Coordination, animation, suivi et valorisation des milieux	20	2,68
TOTAL		153	30,15

Répartition des opérations du contrat par volet



- A. Qualité de la ressource en eau
- B2. Gestion quantitative et économies d'eau
- C. Coordination, animation, suivi et valorisation des milieux

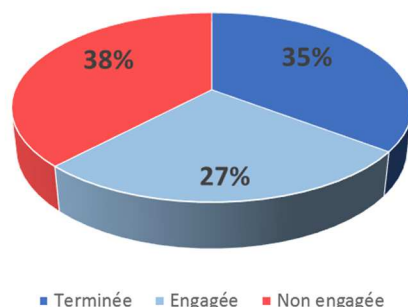
Répartition des montants prévisionnels par volet



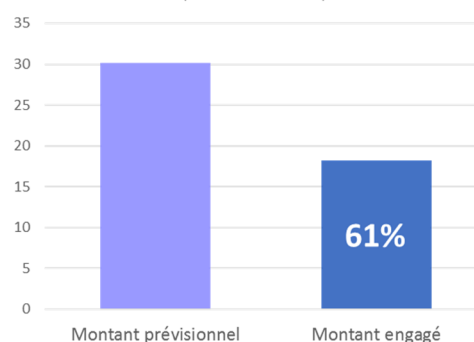
- B1. Restauration de la continuité écologique et des milieux aquatiques
- B3. Prévention des risques naturels

## II.2. Avancement technique et financier

Avancement technique du Contrat de Rivière



Engagement financier du Contrat  
(en millions d'euros)



Répartition des montants engagés par volet



**31 actions prévues comprenant 153 opérations, dont 95 ont été engagées (soit 62 %)**

Montant prévisionnel : **30 M€** / Engagement financier : **18 M€** (soit **61 %** du prévisionnel)

Subventions globales : **10 M€** (soit **56 %** du montant engagé)

### Principaux constats sur l'avancement technique et financier

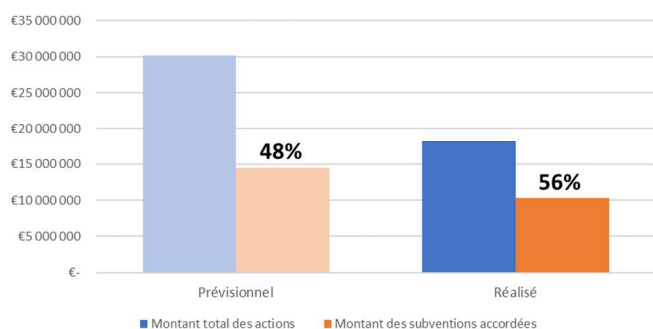
- **Taux d'avancement technique et financier globalement moyen** (notamment du fait de la non réalisation de plusieurs actions portant sur l'assainissement des eaux usées, sur la mise en œuvre de Schémas Directeurs d'Alimentation en Eau Potable, avec des changements de maîtrise d'ouvrage liés à des transferts de compétence, ou de valorisation des cours d'eau), avec toutefois l'**engagement de plusieurs opérations importantes** et un **taux de réalisation plus important pour les actions portées par le SMEC** (environ 70 %),
- Poids important des actions relatives à la préservation de la qualité des eaux (en particulier de celles relatives à l'assainissement collectif dans le contrat, notamment en termes financiers (avec plusieurs actions coûteuses mises en œuvre : amélioration de la station d'épuration et des réseaux de Vernoux – Châteauneuf-de-Vernoux, représentant 2,8 M€ par exemple).
- **Montant des subventions relativement important**, avec des taux de participation élevés pour certains volets, parfois supérieurs aux prévisions (pour les actions relatives à l'assainissement, à la restauration des milieux aquatiques, à l'alimentation en eau potable).



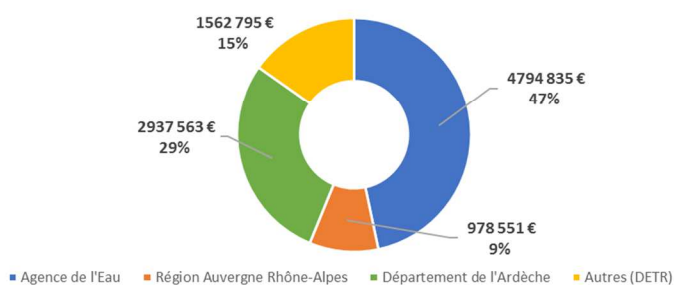
## II.3. Les participations financières

Volet	Montant prévisionnel des subventions (en millions d'euros)	Montant des subventions perçues (en millions d'euros)
A : Qualité de la ressource en eau	9,24	<b>5,80</b>
B1 : Restauration de la continuité écologique et des milieux aquatiques	2,15	<b>1,55</b>
B2 : Gestion quantitative et économies d'eau	1,33	<b>1,91</b>
B3 : Prévention des risques naturels	-	-
C : Coordination, animation, suivi et valorisation des milieux	1,77	<b>1,01</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14,50</b>	<b>10,27</b>

Comparation des aides prévues et des aides attribuées pour le Contrat de Rivière



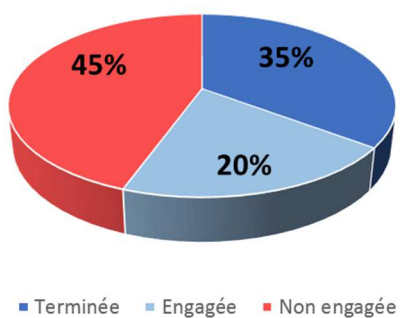
Répartition des subventions attribuées par partenaire financier pour le Contrat de Rivière



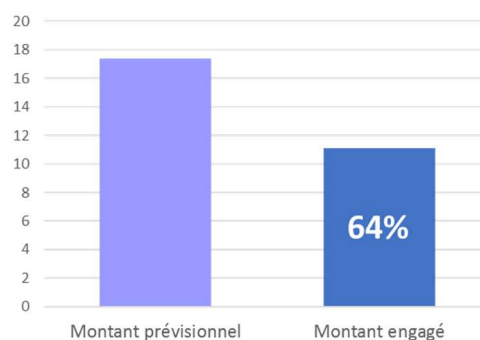
## III. Volet A : Qualité de la ressource en eau

### III.1. Bilan technique et financier

Avancement technique du volet A



Engagement financier du volet A  
(en millions d'euros)





**6 actions prévues comprenant 54 opérations, dont 30 ont été engagées (soit 56 %)**

Montant prévisionnel : **17,4 M€** / Engagement financier : **11,1 M€** (soit **64 %** du prévisionnel)

Subventions globales : **5,8 M€** (soit **52 %** du montant engagé)

#### Principaux constats sur l'avancement technique et financier

- **Taux d'avancement technique moyen au global** (du fait de la non réalisation de plusieurs actions) **avec un taux d'engagement financier toutefois plus correct** ;
- Des modifications intervenant dans la **maîtrise d'ouvrage de ces opérations avec le transfert de la compétence « assainissement » de la plupart des communes vers les intercommunalités** ;
- Réalisation de la plupart des études prévues (**schémas directeurs d'assainissement, diagnostic de réseaux** : ex-CCPC, Saint-Martin-de-Valamas, Vernoux-en-Vivaraix), hormis sur la commune de Charmes-sur-Rhône (diagnostic non engagé, de même que les travaux prévus sur les réseaux) ;
- Plusieurs opérations d'**amélioration des dispositifs de collecte et d'assainissement** réalisées, avec toutefois des reports (notamment sur des **stations d'épuration non conformes** en 2018 : Beauchastel, Saint-Sauveur-de-Montagut) ;
- Plusieurs travaux non engagés, notamment sur des stations non conformes en 2018, mais avec des études en cours pour plusieurs d'entre elles (projet de raccordement à la station de Beauchastel à celle de Chambenier, projet de nouvelle station à Saint-Sauveur) ;

Type de travaux	Projets terminés	Projets engagés	Projets non engagés
<b>Création STEP</b>	Chalencon (Pont de Chervil), St Jean Chambre, Vernoux (La Justice)	St Laurent du Pape - Royas	Chanéac, Mariac (Girond), Les Nonières (Bauméa), 2 Albon, St Barthélémy le Meil, St Julien Labrousse, Silhac (Riou)
<b>Amélioration STEP</b>	St Agrève (local boues), Vernoux		Beauchastel, St Agrève (bassin tampon), St Sauveur de M
<b>Amélioration réseau</b>	Le Cheylard, Beauchastel,	St Agrève, St Martin de V, Vernoux	2 Charmes, Le Cheylard
<b>Extension collecte</b>	Devesset, Châteauneuf de V, Dunière, St Fortunat, St Pierreville, St Martin de V (Valamas), Les Nonières, Le Cheylard, Marcols, Dornas (Noirols), Accons (Villebrion),	Les Ollières Marcols Les Eaux	Chanéac, Gluiras, Lachapelle, 3 Les Ollières, Silhac, St Michel de Chab, St Laurent P, St Georges les Bains, St Jean Roure

- Quelques **stations d'épuration créées** pour des hameaux (La Justice à Vernoux, Pont de Chervil à Chalencon) ou de village (Saint-Jean-Chambre)... mais de nombreux projets non réalisés ;
- **Extension de la collecte** de plusieurs systèmes d'assainissement à des hameaux ou quartiers jusqu'alors non raccordés (Noirols, Villebrion, Valamas...) ;
- Mise en œuvre de plusieurs **plans de désherbage** (St Etienne de Serre, Les Nonières, Saint Vincent de Durfort et Saint Georges Les Bains) suite à l'animation menée par le SMEC et la FRAPNA (et engagement d'une 10<sup>aine</sup> de communes dans la charte régionale d'entretien des espaces publics.

## III.2. Etat actuel et évolution des pressions de pollution et de la qualité des eaux

### III.2.1.1. Les sources de pollution

#### Assainissement collectif

Les bassins versants de l'Eyrieux, de l'Embroye et du Turzon comptent **40 stations d'épuration** (représentant une capacité globale d'environ **57 000 EH**). La plupart de ces stations (environ les  $\frac{3}{4}$ ) propose des **filières de traitement dites « rustiques »** (filtres plantés, lagunage). Ces filières ne représentent toutefois qu'une **faible partie de la capacité épuratoire**, dominée par le traitement par **boues activées** pratiqué par les principales stations (plus de 80 % de la capacité épuratoire).

La principale station d'épuration du bassin versant de l'Eyrieux est celle du **Cheylard** (23 000 EH, soit 40 % de la capacité épuratoire du bassin), se rejetant dans la partie médiane de l'Eyrieux. Ce secteur médian est le plus impacté par les rejets d'unités de traitement (avec toutefois des améliorations apportées entre les deux contrats de rivière sur le traitement de la station du Cheylard) mais plusieurs autres cours d'eau peuvent être fortement concernés par les rejets de stations (parfois non conforme), dont des affluents de moindre importance (Aygüeneyre, Eve, Glueyre.....).

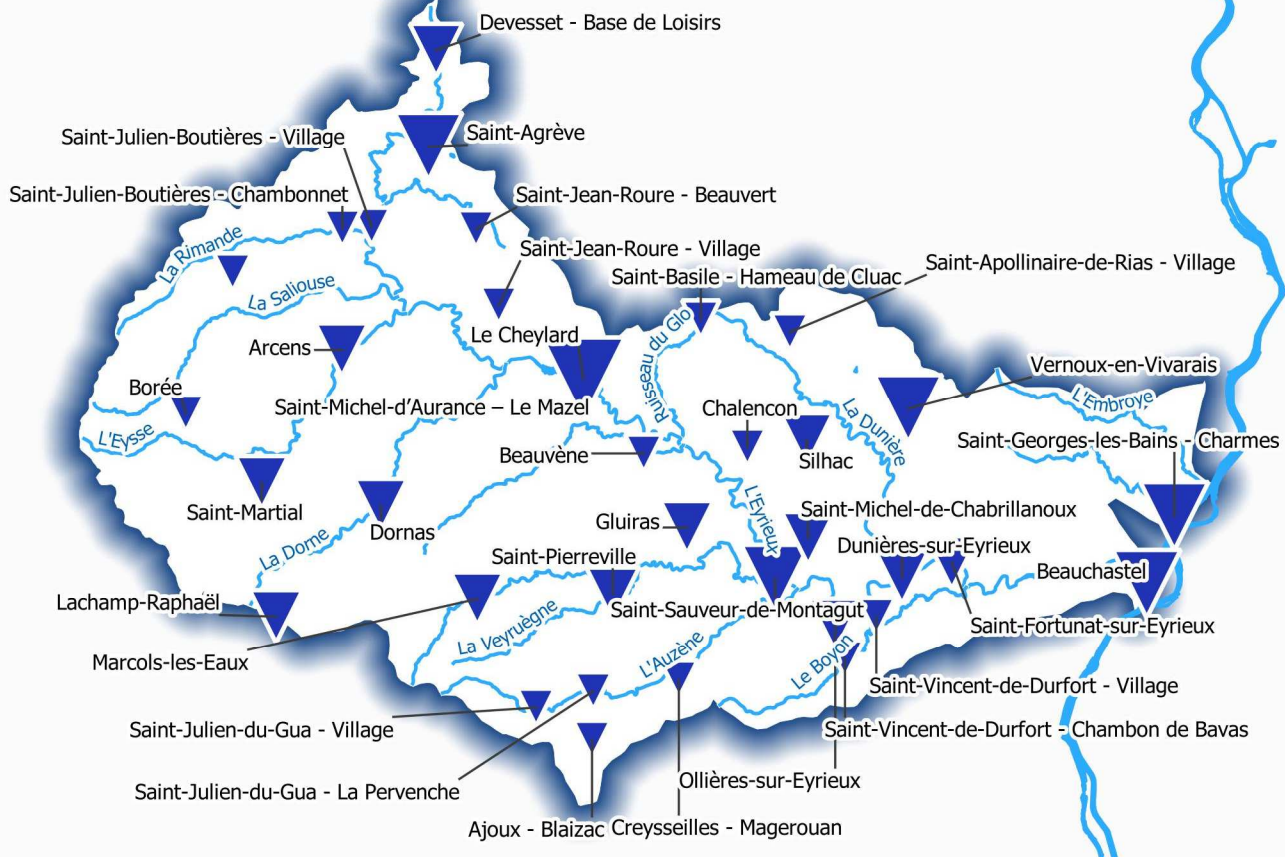
Les travaux engagés dans le cadre du contrat de rivière ont conduit à la **création de plusieurs stations d'épuration** permettant de traiter les eaux usées de plusieurs **bourgs ou hameaux jusqu'alors non raccordés** (Saint-Jean-Chambre, Vernoux-en-Vivarais - La Justice, Chalencon - Pont de Chervil, Noirois à Dornas). Les opérations du contrat ont aussi permis des travaux de réhabilitation de certaines stations (local boue de Saint-Agrève, station d'épuration de Vernoux-en-Vivarais) et d'extension de la collecte de plusieurs autres unités de traitement, améliorant ainsi le taux de raccordement à l'échelle du territoire.

A fin 2019, **le niveau de conformité des stations d'épuration est très satisfaisant** (92 % des stations, représentant 99 % de la capacité épuratoire), avec une **situation qui devrait s'améliorer dans les années à venir pour les stations non conformes** du fait des travaux réalisés récemment ou programmés.

Enfin, les opérations menées dans le cadre du contrat ont permis la réalisation de **travaux portant sur les réseaux** et ayant essentiellement pour vocation de **limiter les déversements d'effluents non traités au milieu naturel** (notamment par temps de pluie). Ainsi, des travaux ont été menés sur les réseaux posant principalement problèmes, et d'autres opérations demeurent planifiées.

Au global, plusieurs des problématiques identifiées et ayant conduit à la définition d'actions dans le cadre du contrat de rivière ont fait l'objet d'opérations (Le Cheylard, Vernoux-en-Vivarais, suppression de plusieurs rejets diffus). Plusieurs autres problématiques persistent à ce jour (station non conforme de Beauchastel, rejet impactant de la station de Saint-Agrève, rejets diffus sur le Turzon et la Dorne).





## Conformité des stations d'épuration avant contrat






## Conformité des STEP

-  Non
-  Oui
-  STEP en projet
-  STEP conforme en 2019  
mais avec non conformité  
sur la période du  
contrat (2018)

## Taille des STEP

-  < 200 EH  
 200 à 2 000 EH  
 2 000 à 10 000 EH  
 > 10 000 EH

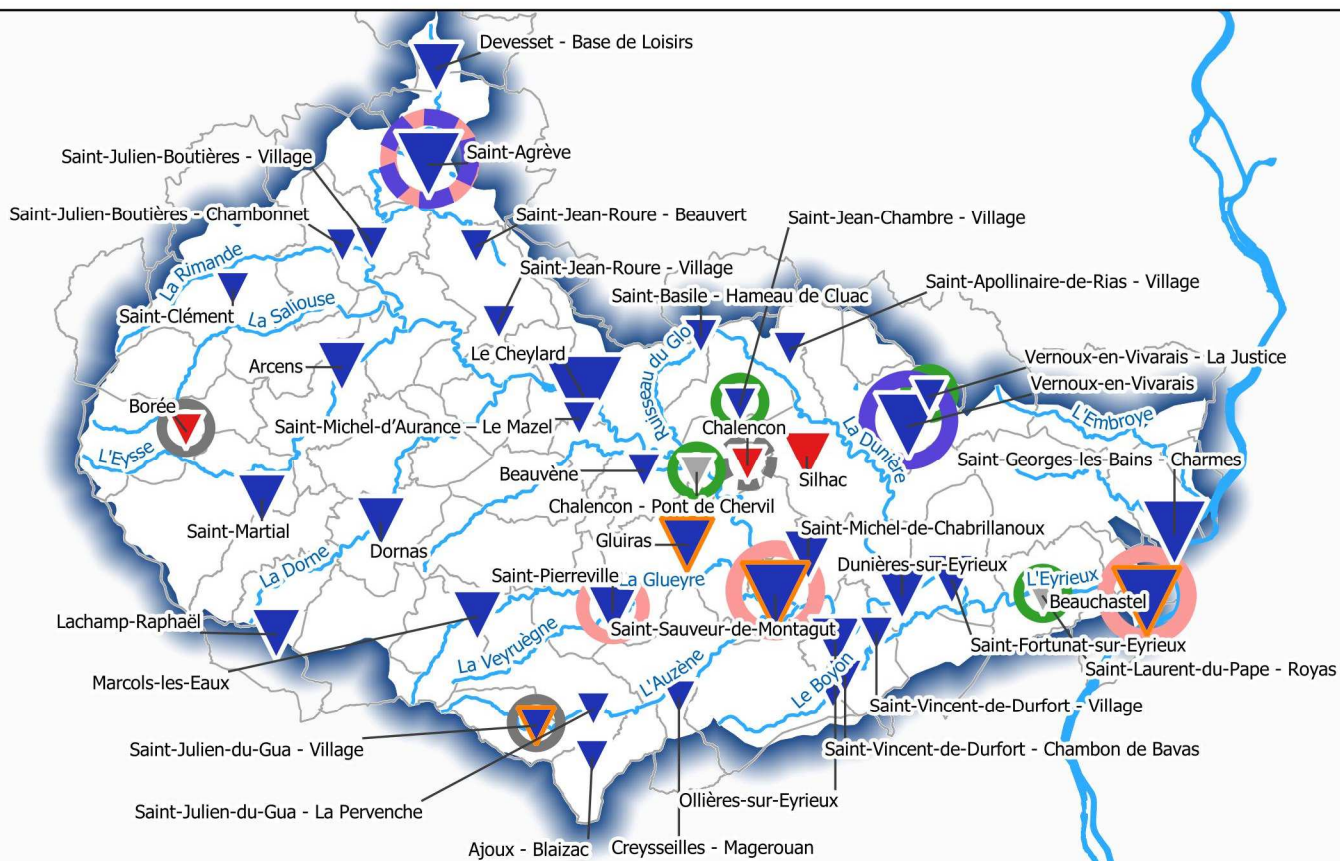
### Travaux réalisés / prévus sur les STEP dans le cadre du contrat

-  Création
-  Amélioration
-  Travaux prévus

## Travaux sur les STEP hors contrat de rivière

- Réalisés  
Prévus

0 2.5 5 km



## Conformité actuelle des stations d'épuration (2019)

**Source : BD Roseau (Portail d'informations sur l'assainissement communal)**



## Activités agricoles

Les activités agricoles peuvent impacter la qualité des eaux à plusieurs titres, notamment par l'utilisation de produits phytosanitaires et de fertilisants (nitrates, phosphore).

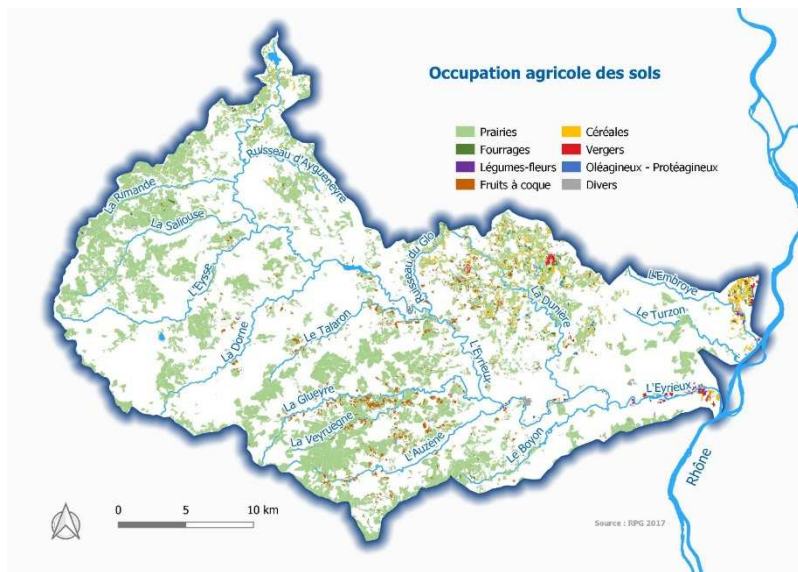
Sur le territoire, l'activité agricole occupe une surface de près de 24 500 ha (soit environ  $\frac{1}{4}$  de la surface totale). Ces surfaces ont diminué, au cours des dernières années, de 12 %. Dans le même temps, le nombre d'exploitations s'est trouvé réduit de près de  $\frac{1}{3}$ .

L'agriculture s'est notamment développée sur la partie amont du bassin (prairies et fourrages, élevage bovin) ainsi que sur le plateau de Vernoux et la basse vallée (arboriculture, cultures céréalières, élevages de brebis). Dans une moindre mesure, l'agriculture est également bien présente sur plusieurs sous-bassins médians en rive droite de l'Eyrieux (Glueyre et Auzène notamment).

L'agriculture biologique (ou en conversion) représente environ 15 à 20 % des surfaces agricoles, avec une nette tendance à l'augmentation (+ 80 à 90 % sur la période du contrat). La majeure partie des surfaces en bio correspondent à des cultures fourragères et prairies, ainsi que, dans une moindre mesure, à l'arboriculture.

Les suivis réalisés sur les bassins versants ainsi que l'examen des pratiques développées sur le territoire ont permis de mettre en évidence l'impact modéré des activités agricoles sur la qualité des eaux. Ainsi, **seules les parties basses des vallées de l'Eyrieux et de l'Embroye ainsi que la vallée de la Dunière présentent une sensibilité au regard des pratiques culturales.**

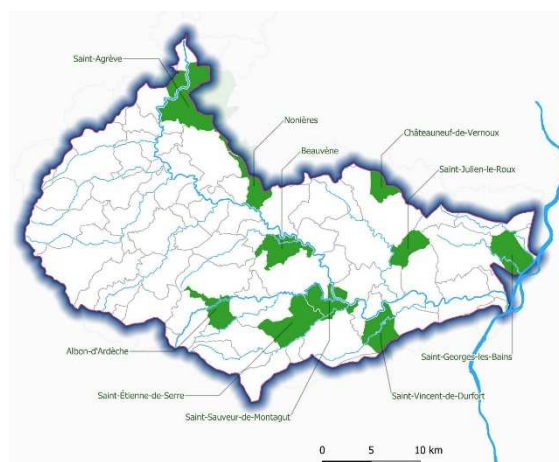
Les actions menées dans le cadre du contrat concernant les utilisations agricoles de produits phytosanitaires ont été très limitées.



### Utilisations non agricoles de produits phytosanitaires

L'utilisation de pesticides par des usagers non agricoles peut aussi être impactante pour la qualité des eaux (entretien des espaces verts, des voiries, jardiniers amateurs...). Ces usages ont toutefois fortement évolué au cours des dernières années du fait des évolutions réglementaires : interdiction (hors exception) d'utilisation des produits phytopharmaceutiques par les collectivités pour l'entretien d'espaces ouverts au public depuis 2017, interdiction de vente libre de pesticides chimiques aux particuliers depuis 2017 puis de vente et d'usage depuis 2019.

Dans le cadre du contrat, plusieurs actions de sensibilisation et de formation aux pratiques alternatives de désherbage ont été menées à destination des communes et des jardiniers amateurs. Durant la période du contrat, 10 communes se sont engagées dans une démarche de **réduction d'utilisation des produits phytosanitaires** à travers la signature de la **charte régionale « Objectif Zéro pesticides dans nos villes et villages »**.



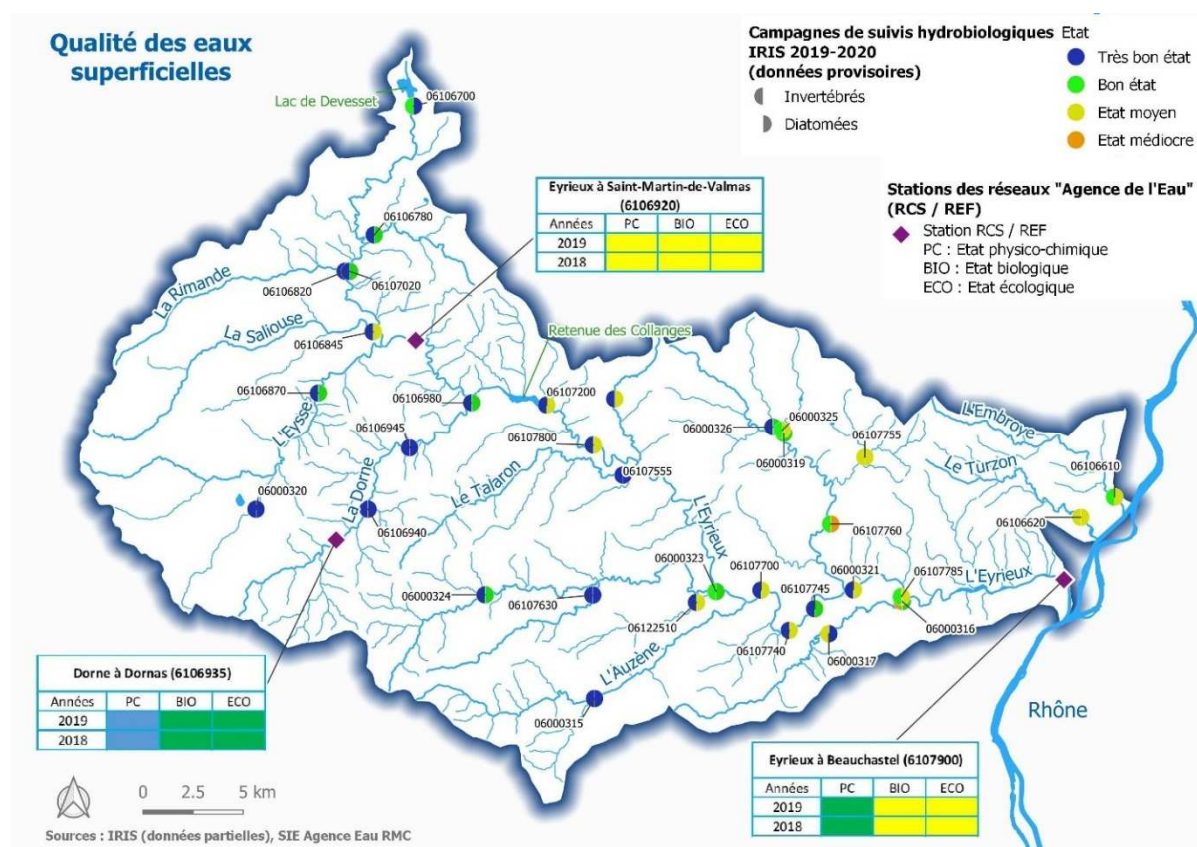
### Autres sources de pollution potentielle

Parmi les autres sources potentielles de pollution présentes sur le territoire, bien que non prises en compte dans les actions du contrat de rivière figurent l'assainissement non collectif (ANC), avec des taux de conformités variables suivant les secteurs, ainsi que les activités industrielles (avec en particulier certains établissements liés aux activités textiles et de joaillerie dans le secteur du Cheylard).

Cette situation, concernant la présence d'autres sources potentielles de pollution, sera vérifiée au regard des résultats de l'étude de qualité des eaux en cours.

### III.2.1.2. La qualité des eaux

La qualité des eaux des cours d'eau du bassin versant fait actuellement l'objet de **suivis spécifiques post-contrat**, se déroulant sur la période 2019-2020 ; l'état actuel des eaux superficielles ne peut donc être évaluée que de **manière partielle** et **devra être confirmée à l'issue de ces campagnes**.



L'ensemble des suivis menés sur les dernières années font état d'une **qualité des eaux préservées sur la partie haute du bassin versant**, autant pour l'Eyrieux que, globalement, pour ses affluents. Quelques dégradations ponctuelles peuvent être notées (présence de phosphore sur Qu aval de la station d'épuration de Saint-Agrève, l'opération prévue sur cette station n'ayant pas été engagée, voire sur l'Eyrieux à l'aval d'industries de la bijouterie).

Sur la partie médiane de l'Eyrieux, la **qualité physico-chimique demeure correcte**, l'impact de la retenue du Cheylard sur l'oxygénation de l'Eyrieux étant notamment tempéré par divers aménagements. La **qualité biologique** (diatomées, macrophytes) est quant à elle plus **moyenne**.

**En aval du Pont de Chervil** à Chalencon, des phénomènes d'**eutrophisation** ont été observés du fait des caractéristiques morphologiques et hydrologiques du milieu, couplées à des **rejets d'assainissement** apportant des

nutriments (station du Cheylard jusqu'en 2012, puis traversée d'autres zones urbaines : Les Ollières sur Eyrieux, Dunière sur Eyrieux, Saint-Fortunat sur Eyrieux, Saint-Laurent du Pape). **Des améliorations ont été apportées sur divers systèmes d'assainissement** (amélioration de stations d'épuration, réhabilitation de réseaux pour limiter les surcharges hydrauliques, raccordement de nombreux hameaux non assainis...) qui devraient contribuer dans le futur à une amélioration de la qualité des eaux. En particulier, la mise en œuvre d'une déphosphatation au niveau de la station du Cheylard (menée en 2012, avant contrat) devrait améliorer la situation sur l'Eyrieux aval.

**La qualité biologique sur l'aval apparaît dégradée** (moyenne pour les poissons et moyenne à mauvaise suivant les années pour les macrophytes).

Parmi les affluents, l'Eve, affluent de la Dunière, était particulièrement impactée par les rejets de la **station d'épuration de Vernoux-en-Vivaraïs** (phosphore) ; les **travaux d'amélioration** du traitement et de la collecte réalisés devraient limiter les impacts sur ce cours d'eau à l'avenir.

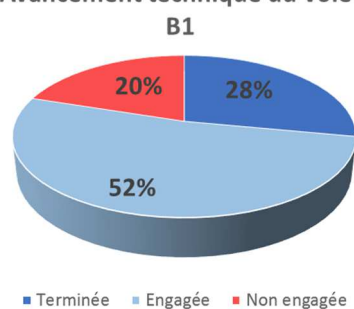
Sur l'Embroye et le Turzon, la qualité amont, en sortie des gorges, demeure préservée et a tendance à se dégrader (notamment sur le Turzon) dans la traversée des zones urbaines aval (**pollutions domestiques**).

Enfin, la **qualité sanitaire des eaux de baignade** est bonne voire excellente pour 10 des 12 baignades recensées. Elle est toutefois considérée **insuffisante en 2019** (avec une dégradation par rapport aux années antérieures et avec probablement des contaminations liées à des installations d'assainissement) sur l'Eyrieux aux Ollières-sur-Eyrieux et sur la Glueyre à Gluiras / Saint-Sauveur-de-Montagut.

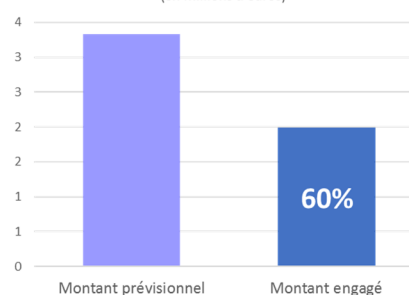
## IV. Volet B1 : Restauration de la continuité écologique et des milieux aquatiques

### IV.1. Bilan technique et financier

Avancement technique du volet B1



Engagement financier du volet B1  
(en millions d'euros)



**8 actions prévues comprenant 25 opérations, dont 20 ont été engagées (soit 80 %)**

Montant prévisionnel : **3,3 M€** / Engagement financier : **2 M€** (soit **60 %** du prévisionnel)

Subventions globales : **1,55 M€** (soit **78 %** du montant engagé)

#### Principaux constats sur l'avancement technique et financier

- **Bon taux d'avancement technique** (notamment en regard de la difficulté fréquente de mettre en œuvre ce type d'actions), surtout bon pour les actions « études » ;

- Un **taux de subvention** très important ;
- Réalisation d'une étude de **caractérisation des habitats de l'Eyrieux au début du contrat**, sans actions engagées sur l'Eyrieux comme sur les affluents ;
- Une **étude multicritères** réalisée en 2015-2016 et une étude en cours sur le **transport solide sur l'aval de l'Eyrieux** et sur le **devenir du Barrage des Collanges** en remplacement des travaux de l'opération pilote prévue initialement (sans travaux engagés à ce jour) ;
- Réalisation d'une étude sur les solutions de **rétablissement de la continuité écologique sur 8 ouvrages**, dont 4 prioritaires au titre de la réglementation avec intervention réalisée ou imminente sur 2 de ces ouvrages prioritaires (**seuil de la Croze** sur l'Auzène, par le propriétaire, la CAPCA, et **seuil des Ténébris**, sur la Glueyre, par la Fédération de Pêche). Deux projets sont en cours d'étude : l'ouvrage de la **baignade des Ollières** par la commune et le **seuil de la Glueyre en amont de la confluence Eyrieux/Glueyre** par la CAPCA. Deux autres ouvrages ont été dérasés par le SMEC sur l'Eyrieux amont (**seuils du Guerrier et de Murat**). Enfin, un autre seuil inscrit n'existe plus, certainement détruit par une crue. Sans atteindre l'objectif fixé d'aménagement de 13 ouvrages, plusieurs aménagements ont été réalisés. Sur les 5 seuils restants, 3 sont franchissables à certains débits. Concernant les deux autres, l'un est un ouvrage privé avec un usage associé (production hydroélectrique) et, pour le second, les travaux représentant un coût disproportionné ne se justifient pas ;
- Elaboration d'une **stratégie de préservation, gestion et mise en valeur des zones humides** puis mise en œuvre de plusieurs actions (inventaire des zones humides boisées, concours prairies humides fleuries...) et élaboration de plusieurs **plans de gestion** (notamment Chanal à La Rochette, Flotte à Saint Martial, Gourjatoux à Marcols-les-Eaux, et en cours : Pontet et Bois Lacour à Saint-Agrève, lac de Devesset et Rochessac toujours à Saint Agrève) avec en appui une **animation spécifique du CEN-RA** et en partenariat avec les animateurs Natura 2000 du PNR ;
- Mise en œuvre de plusieurs actions de ces plans de gestion de zones humides (sur les sources du Belay et de la zone humide de Pré Lacour à Chalencon, le tour du lac de Devesset, les tourbières du Creux de l'Ane et de Mont l'Hermet à Saint-Agrève, les tourbières de Chanal à La Rochette, la zone humide de Flotte à Saint Martial...) ;
- Actualisation et mise en œuvre des Plans Pluriannuels de Gestion, Restauration et Entretien (PPGRE) des cours d'eau ;
- Etude de définition de l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF) en cours.

## IV.2. Etat actuel et évolution des milieux aquatiques

### Caractéristiques physiques des cours d'eau

Le bassin versant peut se décomposer en 3 grandes entités géographiques présentant d'amont en aval des hauts plateaux, puis des gorges et enfin de la plaine alluviale. Le territoire est marqué par des phénomènes d'érosion limitée (en lien avec la résistance de la roche), formant majoritairement des sables par érosion des granites.



**Déficit en matériau versant**

- Déficit en matériaux (lit pavé)
- Déficit majoré en matériaux
- Lit alluvionnaire

La carte illustre le bassin versant de la Garonne amont, avec le Barrage des Collan ges au centre. Les communes représentées sont : L'Auzène, Boyon, L'Eynieux, Le Turzon, L'Embray, L'Espe, La Dône, La Glueyre, L'Esparon, Le Glo, L'Espeyrie, La Salosse, La Rimande, et L'Ayguenayre. Une légende indique les zones de déficit en matériaux (lit pavé) en bleu, le déficit majoré en matériaux en rouge, et les lits alluvionnaires en vert. Une échelle de 0 à 10 km et une rose des vents sont également présentes.

sont de ce fait en cours pour rétablir le transit sédimentaire au niveau de cet ouvrage (étude de plusieurs scénarios de gestion, aménagement voire dérasement du barrage). D'autres ouvrages sont également présents plus en aval, perturbant de manière moindre, le transport solide de l'Eyrieux (barrages de Sarny et de Nassier en particulier).

En termes de mobilité latérale, des évolutions peuvent être notées dans certains secteurs.

Sur la partie aval de l'Eyrieux, plusieurs annexes hydrauliques sont répertoriées en lit majeur, dont la plupart apparaissent fonctionnelles. Pour celles présentant des altérations, ces dernières sont liées à des connexions perturbées avec le cours d'eau et/ou à leur envahissement par la Renouée du Japon.

Le diagnostic de la végétation mené en 2018 dans le cadre de l'élaboration du nouveau Plan Pluriannuel de Gestion, de Restauration et d'Entretien (PPGRE) de la rivière Eyrieux met en évidence un état globalement bon de la végétation de berge sur ce cours d'eau (avec toutefois des appréciations parfois plus mitigées sur l'Eyrieux aval), qui apparaît notamment préservée (hormis ponctuellement) d'un sur-entretien qui pourrait nuire à son bon développement. Ce diagnostic mentionne également que dans les secteurs où des interventions ont eu lieu, celles-ci ont pu favoriser ce bon état global.

La situation vis-à-vis des espèces végétales envahissantes demeure quant à elle dégradée dans plusieurs secteurs, avec notamment le développement sur des linéaires importants de foyers de Renouée du Japon (sur les 2/3 aval de l'Yrieux en particulier). Des opérations de lutte contre ces espèces sont de ce fait toujours en cours ou programmées.

*Les données relatives aux peuplements piscicoles et astacicoles sur le bassin versant doivent être confirmées par les suivis en cours sur le territoire, dont la synthèse des résultats interprétés sera présentée ultérieurement, en préambule du rapport de module 5 – Prospectives.*

Les différents suivis de la faune piscicole menés sur le territoire mettent en évidence des peuplements globalement préservés sur les parties amont (en amont de la retenue de Collanges sur l'Eyrieux) ainsi que sur plusieurs affluents et sur l'Embroye. En aval, l'impact du barrage se fait ressentir, limitant les potentialités piscicoles.

Le manque de substrat (dont le transit est notamment stoppé par le barrage des Collanges), réduisant fortement les potentialités des frayères (notamment dans les gorges) couplé à l'élévation de la température estivale et à des phénomènes de pollution, constituent autant de facteurs limitant le développement d'habitats aquatiques et, de fait, des populations piscicoles théoriquement caractéristiques de ces rivières. En particulier, la truite est fréquemment représentée, mais dans des proportions moindres que celles attendues pour ces types de cours d'eau. De ce point de vue, les principaux facteurs limitants persistant à ce jour sur le bassin, il est probable que les suivis piscicoles en cours confirmeront ces constats.

Plusieurs espèces piscicoles identifiées au sein des annexes de la Directive « Habitat – Faune - Flore » (Directive Natura 2000) ont été répertoriées sur des affluents médians ou aval : Blageon, Barbeau méridional, Toxostome, Bouvière.

Des populations d'écrevisses à pattes blanches sont également recensées sur plusieurs affluents de l'Eyrieux (bassins de l'Aurance, de la Glueyre et de l'Auzène). Si en 2005 un déclin des populations (hormis dans certains secteurs spécifiques) était mis en avant, les inventaires menés en 2014-2015 semblent indiquer une assez large répartition de cette espèce (à confirmer par les suivis en cours) et un état sanitaire correct, avec toutefois plusieurs pressions identifiées : pollutions, peste en lien avec le développement de populations d'écrevisses invasives...

### Continuité écologique

Les **parties amont** (jusqu'à la Rimande) **et aval** (depuis le barrage du Nassier) **de l'Eyrieux, la majeure partie de ses affluents ainsi que le Turzon** sont classés en **liste 1** en application de l'article L. 214-17 du code de l'environnement. Tout nouvel ouvrage faisant obstacle à la continuité y est interdit et les ouvrages existants doivent être mis aux normes au moment du renouvellement de leur autorisation. **L'Eyrieux aval (du barrage de Nassier à la Dunière) ainsi que les parties aval de l'Auzène, la Glueyre et l'Eysse** sont quant à eux classées en **liste 2** : tous les ouvrages existants doivent donc permettre la continuité écologique sur ce linéaire. L'Eyrieux aval est également classé en tant que **zone d'action prioritaire (ZAP)** pour l'Anguille, l'Alose et la Lamproie marine à partir de l'aval du barrage de Nassier.

De nombreux ouvrages susceptibles de perturber la continuité écologique, et notamment la circulation piscicole, ont été recensés sur les cours d'eau du bassin (environ 200). Parmi ces ouvrages, plusieurs sont considérés prioritaires soit car ils avaient été identifiés dans le cadre du plan national de restauration de la continuité écologique, soit car il s'agit d'ouvrages impactant la continuité sur des cours d'eau classés en liste 2. Au total, **14 ouvrages sont ainsi considérés prioritaires** (sur les cours d'eau « liste 2 » : Eyrieux, Auzène, Glueyre et Eysse) et devaient être traités afin de rétablir la continuité.

Le contrat de rivière a permis de mener une étude spécifique de rétablissement de la continuité écologique au niveau de 8 ouvrages (dont 4 prioritaires). Les actions engagées ont notamment permis d'améliorer la franchissabilité piscicole de plusieurs de ces ouvrages prioritaires (dérasement du seuil de la Croze sur l'Auzène, travaux imminents sur le seuil des Ténébris sur la Glueyre, aménagement (hors contrat), du seuil de Fontugne sur la Glueyre).

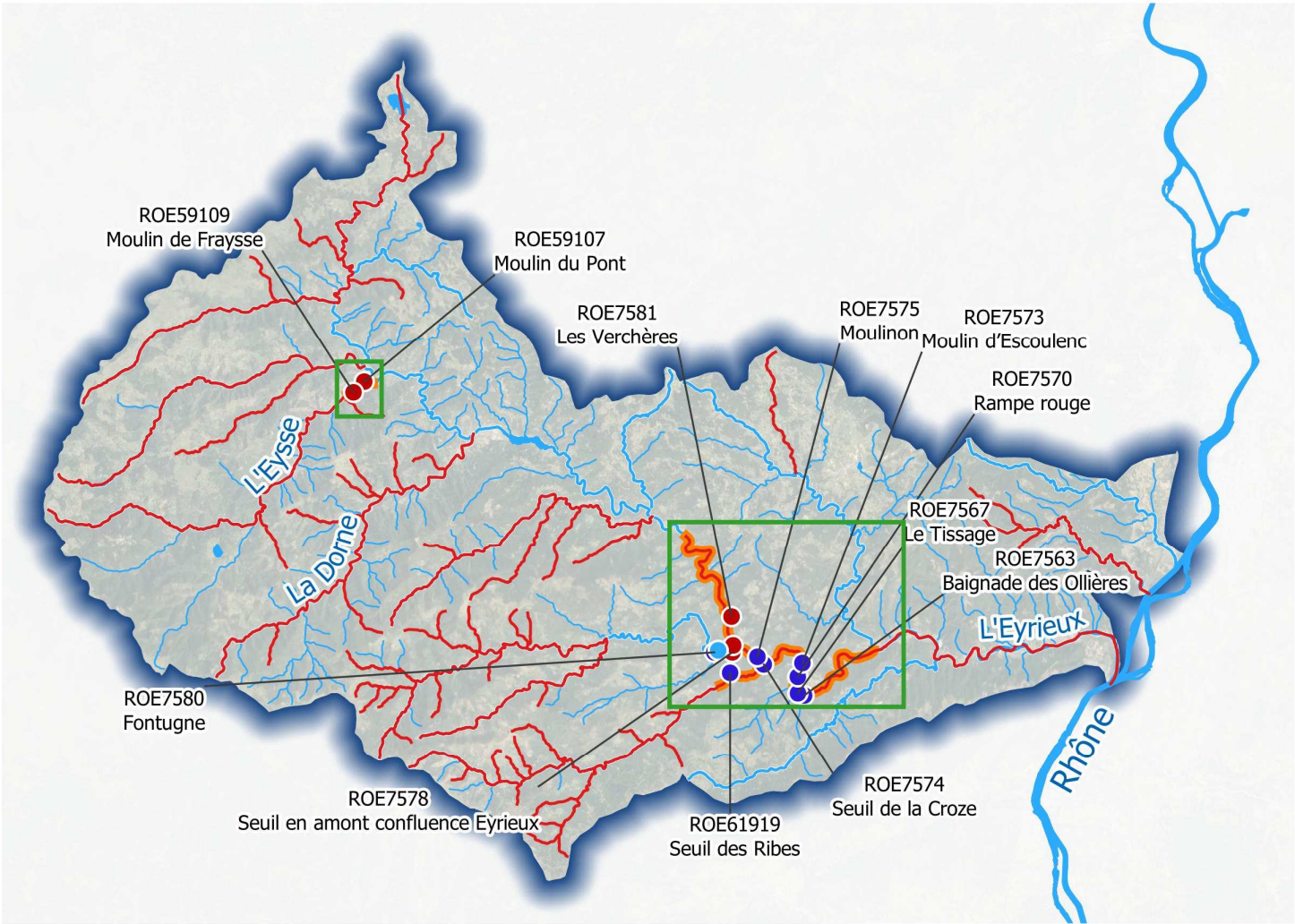
A ce jour, les aménagements et travaux réalisés (ou prévus à très court terme) permettent de **décloisonner un tronçon de l'Eyrieux (environ 6 km), ainsi que la partie aval de l'Auzène (3 km)**, tronçons classés en liste 2. Au bilan, à l'heure actuelle, **plus de 28 km de cours d'eau classés en liste 2 sont ainsi reconnectés depuis le Rhône en aval**.

L'aménagement projeté du seuil aval de la Glueyre permettraient de decloisonner près de 30 km de cours d'eau en liste 2. En complément, l'aménagement des deux seuils restant sur l'Eyrieux (seuils de la Planche et des Verchères), dont l'instruction est en cours, permettrait de rendre accessible, depuis le Rhône, l'ensemble du linéaire aval classé en liste 2.

Enfin, hors ouvrages prioritaires, les interventions du SMEC au niveau des ouvrages de l'Eyrieux amont ont également permis de decloisonner des linéaires de cours d'eau (1,6 km pour le seuil de Murat à Saint-Martin-de-Valamas ; 1,3 km + linéaire de l'Aygueneyre pour le seuil du Guerrier à Saint-Julien).



# Continuité écologique : franchissabilité des ouvrages prioritaires



Cours d'eau classés au titre de l'art. L 214-17 CE

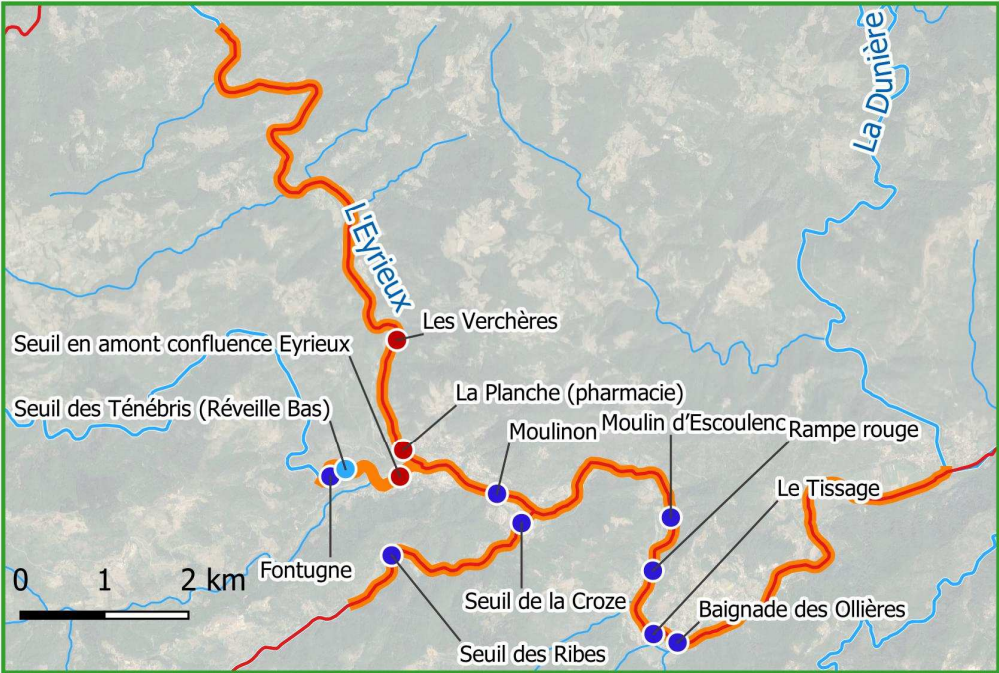
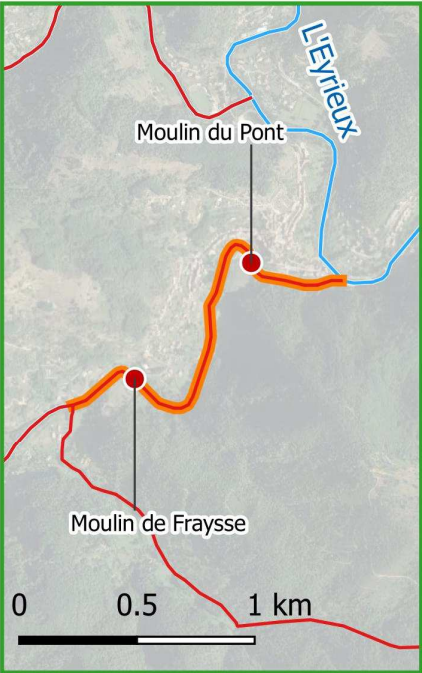
- Liste 1
- Liste 2

Franchissabilité des ouvrages prioritaires

- Franchissable
- Franchissable (à court terme)
- Non franchissable



## Zoom sur les tronçons classés en liste 2

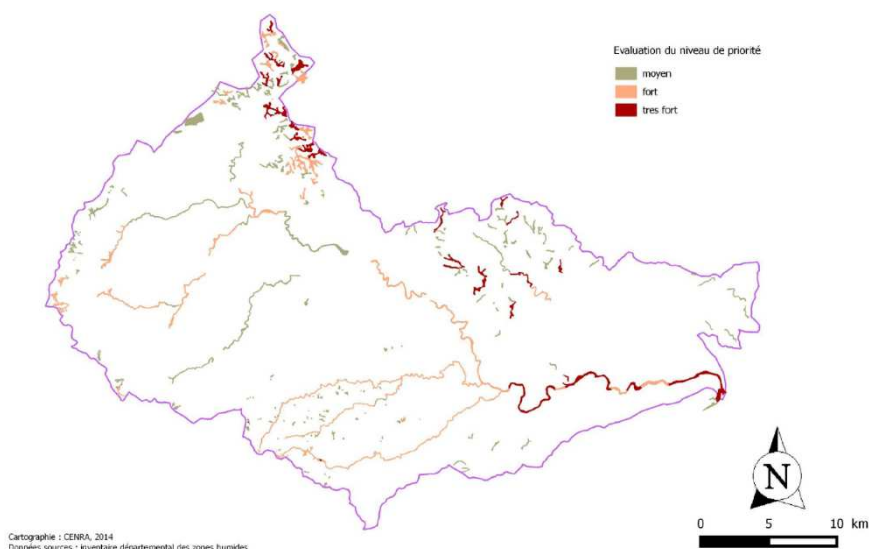


### Patrimoine naturel et zones humides

Le périmètre du Contrat de rivière comporte **plusieurs milieux favorables à une biodiversité riche et variée**, identifiés dans les différents inventaires (ZNIEFF notamment) et qui pour certains font l'objet de mesures de gestion ou de protection (**sites Natura 2000, ENS**). Il est également inclus en grande partie (à plus de 80 %) dans le périmètre du **Parc Naturel Régional (PNR) des Monts d'Ardèche**.

Le principal grand ensemble correspond à la **vallée de l'Eyrieux (aval) et de ses principaux affluents** qui présente une grande variabilité de milieux (landes, forêts, falaises, zones humides, plateaux, gorges, secteurs alluvionnaires...), d'espèces (Ecrevisse à pieds blancs, Loutre d'Europe...) et de paysages. Les **zones de tourbière en amont** (plateau de Saint-Agrève en particulier) présentent également une richesse intéressante du point de vue des milieux naturels (végétation rare et typique de plantes carnivores, tourbières boisées, présence de nombreux reptiles et amphibiens...).

Sur les bassins versants de l'Eyrieux, de l'Embroye et du Turzon, **1 787 hectares de zones humides** répartis sur **226 sites de plus de 1 hectare** ont d'ores et déjà été recensées, ainsi que **340 zones humides de moins de 1 hectare**. Ces zones humides sont notamment denses sur les parties amont (**plateau du Haut-Vivarais**), ainsi que dans la **plaine alluviale de l'Eyrieux** et sur la **Dunière**. Ces secteurs rassemblent également la majorité des zones humides considérées prioritaires en termes de gestion et de préservation. **Les secteurs des plateaux du Haut-Vivarais et de Vernoux constituent des secteurs d'intervention prioritaire, de même que la plaine alluviale de l'Eyrieux.**



Une **stratégie de préservation, gestion et mise en valeur de ces zones humides** a été développée sur le territoire ; elle a défini plusieurs actions visant à répondre à des objectifs de connaissance et préservation des zones humides, de maîtrise et gestion des zones humides à enjeux, de communication / sensibilisation et de coordination des mesures de gestion et de suivi. En complément, une étude spécifique a été lancée pour améliorer les connaissances sur les zones humides boisées.

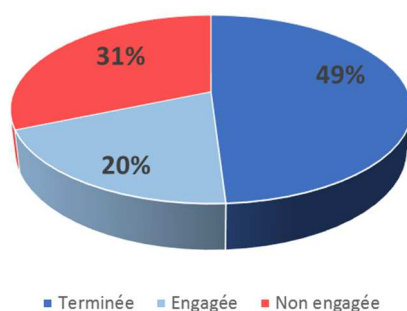
**Plusieurs opérations de gestion, préservation et valorisation ont été mises en œuvre ou engagées** : Pré Lacour (Chalencon), tourbières de Chanal (La Rochette), zone humide de Flotte (Saint-Martial), zone humide du Gourjatoux (Marcols-les-Eaux), tourbières de Creux de l'Ane et Mont l'Hermet (Saint Agrève). Des projets d'élaboration de plan de gestion sont également en cours sur le secteur de Saint-Agrève (zones humides du Pontet, de Bois Lacour, de Rochessac et du Lac de Devesset).



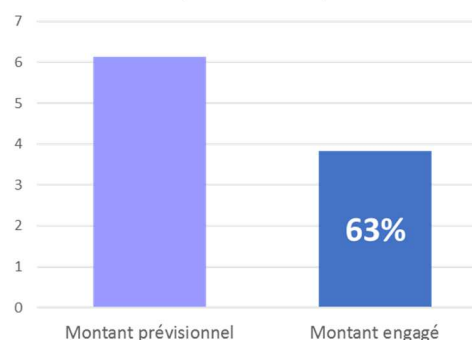
## V. Volet B2 : Gestion quantitative et économies d'eau

### V.1. Bilan technique et financier

Avancement technique du volet B2



Engagement financier du volet B2  
(en millions d'euros)



**7 actions prévues comprenant 51 opérations, dont 35 ont été engagées (soit 69 %)**

Montant prévisionnel : **6,1 M€** / Engagement financier : **3,8 M€** (soit **63 %** du prévisionnel)

Subventions globales : **1,9 M€** (soit **52 %** du montant engagé)

#### Principaux constats sur l'avancement technique et financier

- **Taux d'avancement technique et d'engagement financier correct ;**
- Réalisation de la plupart des actions d'**amélioration des connaissances** (suivis hydrométriques, observatoire des débits, inventaire et caractérisation des prélèvements sur les bassins déficitaires, sans toutefois que l'étude spécifique sur ces bassins – Dunière, Glo, Boyon et Embroye – n'ait été lancée) ;

Type d'action	Projets terminés	Projets engagés	Projets non engagés
<b>SDAEP - Diagnostic</b>	Les Ollières, Saint Martial, ex-SIVOM de Vernoux	Albon, Chanéac, Marcols les Eaux, St Clément, St Julien Boutières, St Martin de Valamas	Beauvène, Dunière, La Voulte/Rhône, St Sauveur de Montagut
<b>Pose de compteurs de production</b>	St Clément (4), La Rochette	CCVE (10)	Beauvène (5), Les Ollières (2), St Julien Boutières (6)
<b>Amélioration des réseaux / interconnexions</b>	St Pierreville/St Etienne de Serre (2 op.), 2 Chalencon (2 op.), Les Ollières, St Genest Lachamp, ex-SIVOM Vernoux (7 op.)	Arcens, Intres/St Agrève, St Christol, St Martial	Ajoux, CCVE (1 étude), St Agrève, Vernoux (2 op.)
<b>Dispositifs hydro-économiques</b>	-	-	Ajoux, Beauvène

- Réalisation de la plupart des **Schémas Directeurs d'Alimentation en Eau Potable** prévus (9 sur 13), à l'exception de ceux de Beauvène, Dunière-sur-Eyrieux, La Voulte-sur-Rhône et Saint-Sauveur-de-Montagut (d'autres SDAEP non inscrits ont également été réalisés) ;

- Non réalisation de l'étude de recherche de **nouvelles ressources visant à limiter la pression de prélèvements dans l'Eysse et la Salisse** ;
- Pose d'environ la moitié des **compteurs de production** prévus (cf. tableau précédent) ;
- Engagement voire réalisation de la plupart des **travaux d'amélioration des réseaux** (réduction de fuites), d'interconnexion avec toutefois **quelques opérations non réalisées** sur Ajoux, Saint-Agrève et Vernoux ainsi que sur le secteur des Crêtes de l'ex-CCPC (projet de **fiabilisation de l'alimentation en eau potable de hameaux et villages**).

## V.2. Etat actuel et évolution – Ressource en eau

### Ressources en eau du territoire

Les bassins versants de l'Eyrieux, de l'Embroye et du Turzon disposent de ressources en eau souterraines et superficielles.

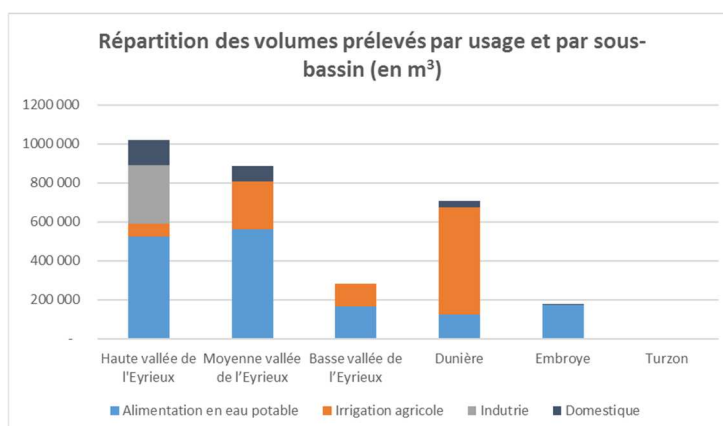
Les **ressources souterraines** correspondent principalement à des **nappes alluviales**, notamment utilisées pour l'alimentation en eau potable (nappe Rhône / Eyrieux, englobant celles des affluents du Rhône), sur l'aval à Beauchastel, Charmes-sur-Rhône Saint-Georges-les-Bains ; nappes d'accompagnement de l'Eyrieux et affluents, notamment au niveau de Dunière-sur-Eyrieux, Les-Ollières-sur-Eyrieux...) et à des **nappes profondes des roches cristallines** utilisées pour l'alimentation en eau potable (Saint-Pierre-ville par exemple) ou pour la production d'eau en bouteille (Arcens).

Les **ressources superficielles** sont quant à elles marquées par des **étiages sévères** qui, combinés à la **pression de prélèvement**, impactent tout particulièrement certains **bassins déficitaires** en eau que sont **la Dunière, le Boyon, le Glo et l'Embroye**. Sur l'ensemble du bassin, plusieurs ouvrages vont également influencer l'hydrologie (**barrage des Collanges et autres retenues** en particulier). Hormis sur l'Eyrieux en aval du barrage des Collanges (bénéficiant d'un soutien d'étiage pour l'agriculture par cette retenue), les débits influencés par ces différents facteurs anthropiques sont de ce fait généralement inférieurs voire très inférieurs pour les bassins déficitaires (jusqu'à 30 fois inférieur pour l'Embroye).

### Utilisations de la ressource sur le bassin versant

Le prélèvement global à l'échelle de l'ensemble des bassins versants du territoire est de l'ordre de 5 à 6 millions de m<sup>3</sup> (Mm<sup>3</sup>) par an, dont entre **2,8 et 3 Mm<sup>3</sup>/an influencent l'hydrologie des rivières**.

Parmi ces volumes, environ **la moitié, soit 1,5 Mm<sup>3</sup> est destinée à l'alimentation en eau potable (AEP)**. Le reste du volume prélevé global se répartit entre **irrigation agricole** (près de 1 Mm<sup>3</sup>), **prélèvements industriels** (0,3 Mm<sup>3</sup>) et **prélèvements domestiques** (estimé à plus 0,2 Mm<sup>3</sup>).



Les sous-bassins principalement impactés par ces prélèvements sont la **haute et la moyenne vallée de l'Eyrieux** (AEP en particulier, mais également industries sur la haute vallée et irrigation agricole sur la moyenne vallée), ainsi que le bassin de la **Dunière** (irrigation agricole notamment).

## Etudes et procédures de gestion de l'eau

Une **étude de détermination des volumes prélevables** a été menée sur le territoire entre 2010 et 2012 ; l'analyse menée en fonction des conditions de milieu et des exigences biologiques des différentes espèces considérées a mis en évidence que **l'hydrologie à l'étiage est naturellement contraignante pour les milieux aquatiques**. Elle a conduit à proposer des **Débits d'Objectif d'Etiage (DOE)** en plusieurs stations de référence du bassin qui ont été retenus dans le cadre du **Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE)**.

Ce PGRE, adopté en 2017, fixe des **volumes maximums prélevables**, afin de parvenir aux objectifs de DOE. Ces volumes concernent tous les prélèvements qui impactent les débits des cours d'eau (pompages en rivière, pompages dans les nappes d'accompagnement, captages de sources, béalières et canaux) à l'étiage, soit du **1<sup>er</sup> juin au 30 septembre**. Sur cette période, les volumes prélevables sont, pour le global du territoire :

- 600 000 m<sup>3</sup> pour l'usage AEP,
- 653 000 m<sup>3</sup> pour l'irrigation agricole,
- 106 500 m<sup>3</sup> pour l'usage industriel.

Ces volumes sont répartis par entité de gestion, correspondant aux sous-bassins versants.

Le PGRE, dont l'animateur est le SMEC, décline également plusieurs **actions** pour chaque usage. Il s'agit notamment d'actions visant à améliorer les connaissances (prélèvements, rendements...), à réduire les volumes consommés, à sensibiliser les acteurs, etc.

## Principales évolutions durant la période du contrat

Les axes d'intervention retenus dans les objectifs du contrat de rivière portent sur l'amélioration des connaissances ainsi que sur l'optimisation de la gestion de l'alimentation en eau potable (amélioration des rendements notamment).

Les **inventaires des prélèvements** menés sur les bassins déficitaires ont permis d'identifier près de **80 prélèvements en rivière**, et d'étudier des solutions alternatives pour certains d'entre eux.

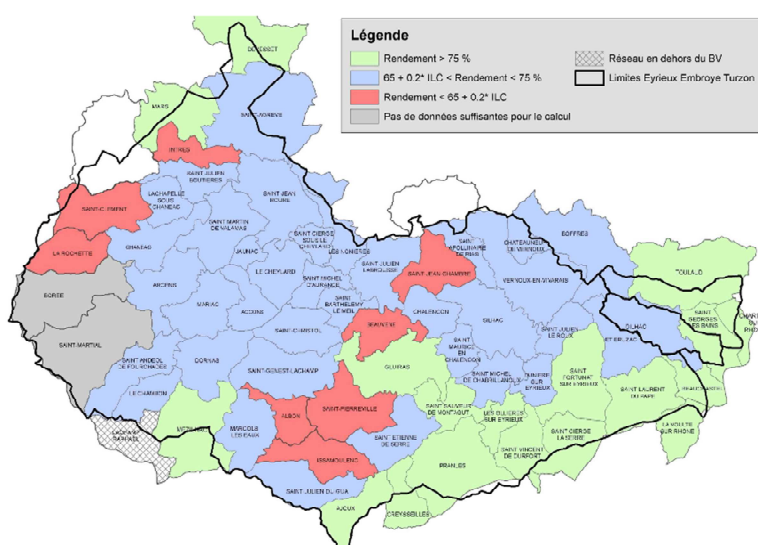
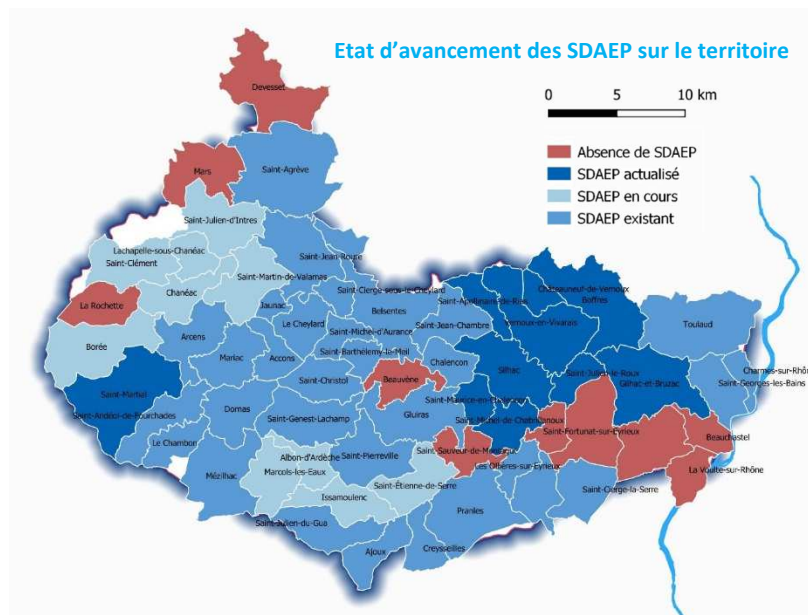
La **pose de compteurs** sur plusieurs captages destinés à l'AEP permet également un meilleur suivi des prélèvements (15 captages concernés sur les secteurs de l'ex-CCPC, de La Rochette et de Saint-Clément). Cette connaissance reste à parfaire ou fiabiliser pour les captages de Beauvène, de Saint-Julien-Boutières et les sources des Ollières.

L'alimentation en eau potable de plusieurs secteurs a de plus été sécurisée par la mise en œuvre d'**interconnexions entre ressources** (Saint Pierreville / Saint Etienne de Serre, Saint-Christol, Saint-Genest-Lachamp, Intres / Saint-Agrève et Les Ollières). L'alimentation en eau du secteur des Crêtes (Le Cheylard), depuis le captage « Moulin de Ville », afin de desservir des hameaux et villages n'a quant à elle pas encore pu être sécurisée (projet de long terme).



Le nombre de communes disposant d'un **Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP)** a augmenté durant la période du contrat, notamment grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre de cette démarche. Le nombre de communes sans SDAEP avant contrat (34 % des communes du bassin) a ainsi diminué à 16 %.

Enfin, le PGRE a mis en évidence que certaines communes possédaient un **rendement inférieur à l'objectif réglementaire** (Saint-Jean-Chambre, Beauvène, Saint-Pierre-ville, Issamoulenc, Albon, Intres, Saint-Clément, La Rochette). Plusieurs communes, notamment sur la partie aval du bassin, atteignaient quant à elles un **rendement supérieur à 75 %**.



Le contrat a permis la réalisation de plusieurs actions de **réduction de fuites** ; les **entités de gestion concernées présentent globalement des rendements corrects**, quoique faible pour le **SIVOM Crus-sol - Pays de Vernoux (68 %)**, qui demeure toutefois engagé dans une politique de résorption des canalisations fuyardes. A l'échelle des réseaux de la CCVE dont la gestion est déléguée à la SAUR, les rendements se sont nettement améliorés, mais restaient encore faibles à **Saint-Pierre-ville** en 2018 (56 %).

Le PGRE, au travers des actions qu'il définit, devrait permettre de nouvelles améliorations dans le futur.

## VI. Volet B3 : Prévention des risques naturels

### VI.1. Bilan technique et financier

**3 actions prévues, dont aucune n'a été engagée (soit 0 %)**

Montant prévisionnel : **0,61 M€** / Engagement financier : / (soit **0 %** du prévisionnel)

#### Principaux constats sur l'avancement technique et financier

- **Taux d'avancement technique et d'engagement financier nul** du fait du non engagement des 3 actions prévues ;
- Ces actions avaient pour vocation de protéger des zones urbanisées, bien que localisées en arrière-plan (digue Fougueirols à Saint-Laurent-du-Pape), ou des infrastructures (captage de Beauchastel).

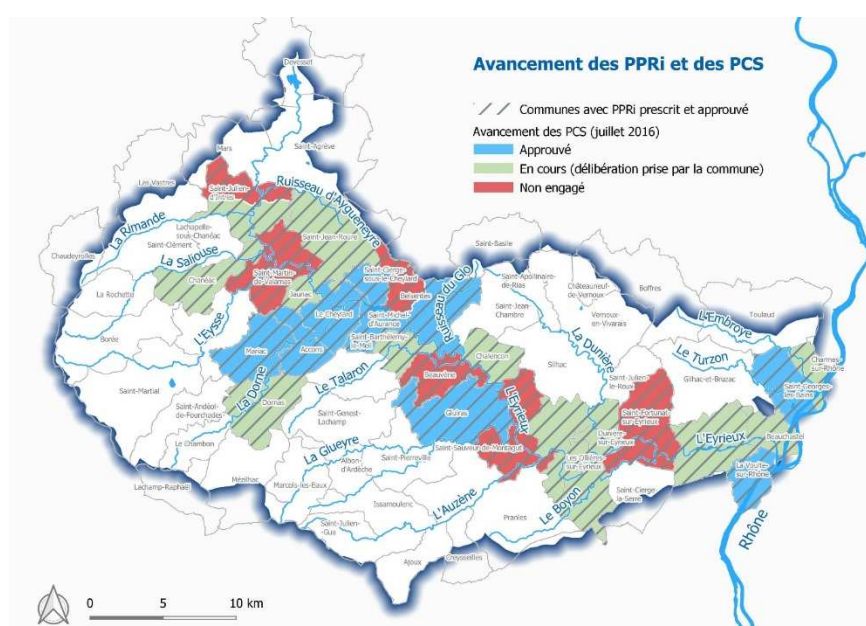
### VI.2. Etat actuel et évolution de la gestion et de la prévention des risques naturels liés aux cours d'eau

Le bassin de l'Eyrieux peut être soumis à des **crues consécutives de longues périodes pluvieuses ou d'orages ponctuels de type cévenol** (crues de 1980 et de 1992), ces derniers pouvant générer des débits importants dans les cours d'eau du bassin très rapidement.

Les études hydrauliques menées sur le territoire (en 2001 sur l'Eyrieux et ses affluents et en 2005 sur l'Embroye) ont permis de caractériser par commune les aléas et enjeux impactés par les crues. Il en ressort que **plusieurs enjeux (habitations, industries, installations communales...) sont localisés dans ces zones inondables** et susceptibles d'être impactés par des crues. Quelques ouvrages de protection contre les crues existent sur le territoire, dont une digue identifiée par les Services de l'Etat comme relevant peut-être du classement réglementaire de ce type d'ouvrage : il s'agit de la **digue de Beauchastel** (non classée à ce jour, étude en cours).

L'ensemble des communes traversées par l'Eyrieux en aval de Saint-Julien-d'Intres, ainsi que celles sur l'aval de certains affluents (Saliouse, Dorne) se sont vues prescrire la réalisation d'un **Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI)**. **Toutes ces communes en sont pourvues.**

Sur ces communes, la mise en œuvre d'un **Plan Communal de Sauvegarde (PCS)** est obligatoire ; des PCS ont été approuvés ou engagés pour plusieurs d'entre elles mais, en 2016, **7 communes n'avaient pas encore engagé la procédure.**

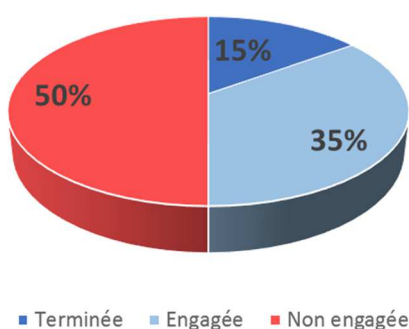


Les travaux prévus dans le cadre du contrat n'ayant pas été engagés par les maîtres d'ouvrage, **la démarche n'a pas été à l'origine d'améliorations** du point de vue de la gestion et la protection contre les inondations. Sur les secteurs concernés par les travaux (digue Fougeirols à Saint-Laurent-du-Pape et captage de Beauchastel), les évolutions restent à **suivre sur les années à venir afin de prévenir les éventuels risques**.

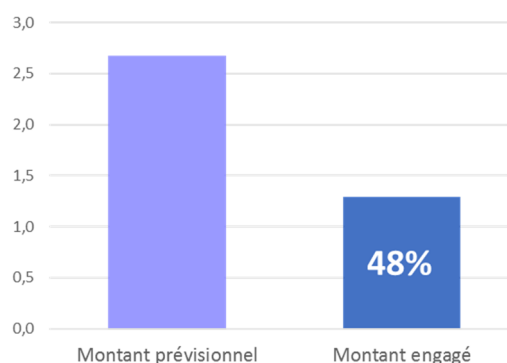
## VII. Volet C : Coordination, animation, suivi et valorisation des milieux

*Nota : les éléments relatifs à l'état des lieux du volet C sont traités dans le rapport du module 3 relatif à l'analyse du fonctionnement de la procédure.*

Avancement technique du volet C



Engagement financier du volet C  
(en millions d'euros)



**7 actions prévues comprenant 20 opérations, dont 10 ont été engagées (soit 50 %)**

Montant prévisionnel : **2,7 M€** / Engagement financier : **1,3 M€** (soit **48 %** du prévisionnel)

Subventions globales : **1 M€** (soit **78 %** du montant engagé)

### Principaux constats sur l'avancement technique et financier

- **Taux d'avancement technique et financier moyens** (notamment du fait de la non réalisation des projet de valorisation du territoire) ;
- Un **taux de subvention** très important pour les actions réalisées ;
- Poursuite de l'**animation** de la gestion de l'eau sur le territoire par l'équipe technique du SMEC ;
- Report de l'**étude socio-économique et prospective des atouts de la rivière** ainsi que de la 2nde campagne de **caractérisation des habitats** dans l'attente d'un choix quant au devenir du barrage des Collanges ;
- Engagement des autres études de **suivi post-contrat** (qualité des eaux, peuplements piscicoles et astacicoles, profil en long) ainsi que des **actions de communication** (participations à des évènements, publications diverses, sensibilisation auprès de divers publics) et des **profils de baignade** ;
- Report de la plupart des **actions de valorisation** des milieux aquatiques (sous maîtrises d'ouvrage communales), à l'exception de 2 projets de sentiers de découverte réalisés par le SMEC, l'un dans le secteur de Chalencon (Chemin de l'Eau « entre Colin & Coleyre ») et le second le long du Talaron (étude de faisabilité puis mise en œuvre à partir 2020).

## VIII. Le contrat de rivière et le SDAGE

---

L'analyse des actions réalisées dans le cadre du contrat de rivière met en évidence que plusieurs d'entre elles contribuent à l'atteinte des objectifs d'état et aux mesures du PDM du SDAGE 2016-2021 (concernant la qualité des eaux, la gestion quantitative ainsi que, partiellement, la continuité). Plusieurs mesures restent à finaliser voire à mettre en œuvre (opérations non réalisées de restauration de la continuité, opérations de restauration du transport solide et des fonctionnalités de l'Eyrieux aval).